

**PROGRAMME ASIE**

# **ENTRE ADAPTATION ET RÉSISTANCE : LES TIBÉTAINS FACE AUX POLITIQUES RELIGIEUSES CHINOISES DEPUIS 2008**

**PAR KATIA BUFFETRILLE**

ANTHROPOLOGUE ET TIBÉTOLOGUE (EPHE/CRCAO)

FÉVRIER 2020

**ASIA FOCUS #133**

Avec la libéralisation des années 1980, le bouddhisme tibétain a connu un renouveau et une vitalité tels que l'État chinois, qui n'avait jamais renoncé à son contrôle sur les institutions religieuses au Tibet, a cru bon de considérablement le renforcer au fil des ans et des événements qui secouaient le pays. Le bouddhisme tibétain, comme les autres religions existant en Chine, est soumis aux lois chinoises. Il semble donc utile, avant d'étudier les politiques religieuses chinoises appliquées au Tibet depuis 2008, de présenter les lois et règlements les plus importants qui gèrent les religions en République populaire de Chine. En deuxième partie, nous traiterons plus spécifiquement du Tibet et en troisième des réactions des Tibétains à ces politiques.

## **POLITIQUES RELIGIEUSES CHINOISES**

---

Quatre documents concernant le statut de la religion en Chine semblent particulièrement importants :

1- La constitution chinoise promulguée en 1982 dont l'Article 36 traite directement du sujet de la liberté religieuse<sup>1</sup> :

*Les citoyens de la République Populaire de Chine jouissent de la liberté religieuse. Aucun organe d'État, organisme public ou individu ne peut contraindre les citoyens à croire ou à ne pas croire à une religion ; ils ne peuvent pas non plus discriminer les citoyens qui croient ou ne croient en aucune religion. L'État protège les activités religieuses normales<sup>2</sup>. Nul ne peut recourir à la religion pour se livrer à des activités qui perturbent l'ordre public, nuisent à la santé des citoyens ou interfèrent avec le système éducatif de l'État. Les organismes religieux et les affaires religieuses ne sont soumis à aucune domination étrangère.*

Il est certain que cet article montre une ouverture envers les religions qui étaient totalement bannies peu de temps auparavant. Cependant, si les deux premières phrases peuvent donner l'impression que la liberté de religion existe, l'accent mis sur les *activités religieuses normales* qui ne sont pas définies, et les limitations indiquées dans la deuxième

<sup>1</sup> <https://mjp.univ-perp.fr/constit/cn1982.htm> (accès le 5 janvier 2020)

<sup>2</sup> Souligné par moi

partie du texte montrent bien que la constitution ne garantit pas une réelle liberté religieuse.

2- Le Document 19, intitulé « Vision et politique de base sur la question religieuse durant la période socialiste de notre pays » mentionne les cinq religions officielles de la Chine : bouddhisme, taoïsme, islam, catholicisme et protestantisme<sup>3</sup>. Il a été publié en 1982 par le Conseil d'État et stipule entre autres que :

*Le pouvoir politique dans un État socialiste ne peut en aucun cas être utilisé pour promouvoir une seule religion, ni pour interdire une seule religion, tant qu'il ne s'agit que de croyances et de pratiques religieuses normales. Dans le même temps, la religion ne sera pas autorisée à se mêler des affaires administratives ou juridiques de l'État, ni à intervenir dans les écoles ou l'enseignement public. Il sera absolument interdit de forcer quiconque, en particulier des personnes de moins de dix-huit ans, à devenir membre d'une église, à devenir moine ou nonne bouddhistes, ou à se rendre dans des temples ou des monastères pour étudier les Écritures bouddhiques » (ma traduction).*

Ce document fait également une distinction nette entre les activités religieuses normales et « celles qui se cachent derrière la façade de la religion » et sont qualifiées de superstitions, et qui recouvrent en fait « la sorcellerie, la divination, la transe, le spiritisme et le *feng shui* », activités à l'origine des ressources financières des temples qui ont donc été contraints de se tourner vers d'autres sources<sup>4</sup>.

3- À la suite des événements de Tian'anmen et des protestations contre la publication d'un livre sur les « Coutumes sexuelles » dans les pays étrangers dont certains passages dénigraient l'islam, le Comité central du PCC et le Conseil d'État publient en 1991 le Document 6 qui constituera le premier document à indiquer l'implication des autorités dans la gestion des affaires religieuses<sup>5</sup>.

<sup>3</sup> [https://www.purdue.edu/crcs/wpcontent/uploads/2014/08/Document\\_no\\_19\\_1982.pdf](https://www.purdue.edu/crcs/wpcontent/uploads/2014/08/Document_no_19_1982.pdf)

<sup>4</sup> Palmer, D. A. 2009 « Les *danwei* religieuses. L'institutionnalisation de la religion en Chine populaire ». In: *Perspectives chinoises*, n° 109, 2009. pp. 19-33. [https://www.persee.fr/doc/perch\\_1021-9013\\_2009\\_num\\_109\\_4\\_3968](https://www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2009_num_109_4_3968)

<sup>5</sup> Asia Watch Committee, Freedom of Religion in China, Washington DC, Human Rights Watch, 1992, pp. 30-35. Palmer, D. A. 2009, p. 25. Kuei-min Chang, 2018, « La nouvelle politique de sinisation et de régulation de la religion en Chine ». In *Perspectives chinoises*, n° 1-2, p. 43. <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8058>

4- Enfin, le 4<sup>e</sup> Document intitulé « Réglementation des affaires religieuses » a été publié en 2004 par le Conseil d'État, mais les règles ont été appliquées en 2005. Il confirme les réglementations précédentes, entre autres que<sup>6</sup>:

*L'État, conformément à la loi, protège les activités religieuses normales et les droits et intérêts légitimes des organismes religieux, des sites d'activités religieuses et des citoyens religieux. Les organismes religieux, les sites d'activités religieuses et les citoyens religieux doivent respecter la Constitution, les lois, les règlements et les règles, et sauvegarder l'unification du pays, l'unité de toutes les nationalités et la stabilité de la société. Aucune organisation ou individu ne peut utiliser la religion pour se livrer à des activités qui perturbent l'ordre public, nuisent à la santé des citoyens ou interfèrent avec le système éducatif de l'État, ou à d'autres activités qui nuisent à l'État ou aux intérêts publics, ou aux droits et intérêts légitimes des citoyens (ma traduction).*

Il est certain que l'expression « activités religieuses normales », jamais réellement définie à ma connaissance, donne une grande latitude aux autorités pour interférer dans les activités religieuses et les interdire si elles les estiment comme une menace pour l'État.

Le document traitant de la « Réglementation des affaires religieuses » a été révisé en 2017 et appliqué en 2018. Il va dans le sens d'un contrôle accru<sup>7</sup>. Ainsi, alors que l'Article 24 de la première réglementation autorisait, sous certaines conditions, la construction de grandes statues religieuses à l'extérieur, en dehors d'un lieu d'activités religieuses<sup>8</sup>, cela est dorénavant totalement interdit<sup>9</sup>. Cette tradition, récente en ce qui concerne le Tibet, a pris rapidement une grande ampleur et on voit maintenant un peu partout de grandes statues disséminées dans le paysage<sup>10</sup>. Par ailleurs, on vient d'apprendre que les nouvelles « Mesures administratives pour les groupes religieux » qui vont être appliquées en février 2020 vont donner un pouvoir plus grand au Département des affaires religieuses locales composé de membres du Parti. L'article 17 est particulièrement intéressant, en ce qu'il indique clairement que les organisations religieuses ont pour rôle de promouvoir le PCC et son idéologie<sup>11</sup> :

<sup>6</sup> <https://www.refworld.org/pdfid/474150382.pdf>

<sup>7</sup> <http://www.loc.gov/law/foreign-news/article/china-revised-regulations-on-religious-affairs/>

<sup>8</sup> <https://www.refworld.org/pdfid/474150382.pdf>

<sup>9</sup> <http://www.loc.gov/law/foreign-news/article/china-revised-regulations-on-religious-affairs/>

<sup>10</sup> <https://www.scmp.com/news/china/policies-politics/article/2147929/china-orders-crackdown-large-outdoor-religious-statues>

<sup>11</sup> <https://bitterwinter.org/2019-administrative-measures-for-religious-groups/>

Article 17 : *Les groupes religieux doivent faire connaître les directives et politiques du Parti communiste chinois, ainsi que les lois, règlements et règles de l'État, aux professionnels de la religion et aux citoyens religieux; éduquer et guider les professionnels religieux et les citoyens religieux afin qu'ils soutiennent la direction du Parti communiste chinois et du système socialiste; persévérer dans la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises; obéir aux lois, règlements, règles et politiques; gérer correctement la relation entre les lois nationales et les règles religieuses; et améliorer la sensibilisation envers l'État, la loi et la citoyenneté (ma traduction).*

Les lois citées ci-dessus concernent la République populaire de Chine dans son ensemble. Depuis l'invasion chinoise des années 1950, la question de la religion au Tibet a été l'une des préoccupations majeures des autorités chinoises, d'autant plus que le bouddhisme tibétain conservait des liens très forts avec l'étranger et avec le Dalai-lama.

## LE TIBET

---

Si les autorités chinoises acceptent les manifestations privées de la foi, elles sont beaucoup plus intolérantes lorsque ces manifestations sont publiques. Or, au Tibet, la religion fait partie de l'identité collective, et la vénération pour le Dalai-lama, que soixante-dix ans de colonisation n'ont pas affaiblie, tombe dans ce qui est qualifié de « séparatisme », le hiérarque étant accusé depuis le III<sup>e</sup> Forum sur le Tibet de 1994 d'exercer des activités de divisions<sup>12</sup>.

Le choix de l'année 2008 n'a pas été fait au hasard. Cette année a marqué un tournant dans l'histoire de la contestation tibétaine et a entraîné un durcissement considérable des politiques religieuses et culturelles. Les manifestations qui ont embrasé l'ensemble du plateau tibétain traduisaient un mécontentement populaire très profond en réaction aux politiques chinoises appliquées au cours des précédentes années. Parmi celles concernant le domaine religieux, il y avait la diabolisation du Dalai-lama et les attaques personnelles contre lui à partir du milieu des années 1990, l'enlèvement de la réincarnation du X<sup>e</sup> Panchen-lama qu'avait reconnue le Dalai-lama en 1995, et la nomination par les autorités

<sup>12</sup> R. Barnett, Cutting Off the Serpent's Head: Tightening Control in Tibet, 1994-1995, p ; 32.

chinoises d'un Panchen-Lama de leur choix, ainsi que l'ingérence des autorités dans la nomination des réincarnations en 2007. La répression a été des plus sévères avec un nombre de morts que nous ne connaissons peut-être jamais, de nombreuses arrestations suivies de torture, une amplification des séances de « rééducation patriotique » dirigées vers la communauté religieuse, mais aussi les laïcs. Lors de ces séances, il est demandé aux Tibétains de dénoncer le Dalai-lama, de reconnaître le Panchen-lama chinois et de promettre allégeance au Parti. Par ailleurs, jusqu'en 2008, les « comités de gestion démocratique » chargés d'appliquer les directives officielles dans les monastères étaient composés de moines élus et, de ce fait, avaient une certaine autonomie. Ils ont été remplacés, à partir de 2011, par des comités de membres du Parti, non élus, qui ont pour rôle d'exercer un contrôle accru de la communauté monastique. D'après des statistiques gouvernementales datant d'août 2015, il y avait plus de 7000 cadres dans les 1787 monastères de la Région autonome du Tibet (RAT), une moyenne de quatre cadres par monastère<sup>13</sup>. Il y a peu de chances que le nombre ait diminué depuis.

Les espoirs que certains avaient placés dans l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir ont été vite déçus. Non seulement, il a poursuivi les politiques qu'avaient appliqué Hu Jintao, mais il a considérablement renforcé les contrôles et intensifié les restrictions. Par ailleurs, la présence de Chen Quanguo comme Secrétaire du Parti de la RAT de 2011 à 2016 n'est pas étrangère aux nouvelles politiques instaurées dans tous les domaines et dans le religieux en particulier.

Chen Quanguo avait présenté sa position dans un journal du Parti en 2013 puis l'avait réitérée en 2015<sup>14</sup>. Il expliquait l'importance, selon lui, de dresser un mur contre le séparatisme (entendre le Dalai-lama) et demandait aux nonnes et moines d'être sensible à la bienveillance du Parti et donc de suivre la voie du Parti.

On lui doit aussi un système de surveillance orwellien. Dans les monastères — comme

<sup>13</sup> Cook, Sarah 2017 The Battle for China's Spirit: Religious Revival, Repression, and Resistance under Xi Jinping, February 2017, p. 95

[https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH\\_ChinasSprit2016\\_FULL\\_FINAL\\_140pages\\_compressed.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/FH_ChinasSprit2016_FULL_FINAL_140pages_compressed.pdf)

<sup>13</sup> <https://www.reuters.com/article/china-tibet/tibet-party-boss-says-temples-must-be-propaganda-centres-idINKBN0MU0DC20150403?feedType=RSS&feedName=worldNews>

<sup>14</sup> <https://www.reuters.com/article/china-tibet/tibet-party-boss-says-temples-must-be-propaganda-centres-idINKBN0MU0DC20150403?feedType=RSS&feedName=worldNews>

dans les rues —, les caméras sont omniprésentes sans oublier la présence de moines-espions et de cadres du Parti. De nombreux festivals religieux sont interdits depuis 2012, ou bien se déroulent sous surveillance militaire et policière (avec drones survolant la foule). Depuis mars 2012, les Tibétains ne peuvent plus se déplacer librement dans leur propre pays : les déplacements des laïcs, mais surtout des religieux, entre les zones tibétophones du Kham et de l’Amdo et la Région autonome du Tibet nécessitent la possession de permis et une obligation de demeurer dans certains hôtels à Lhassa. Par ailleurs, le temps de séjour dans la RAT est quantifié et ne peut excéder trois semaines. Continuant dans cette même logique, les autorités ont interdit aux Tibétains d’aller en pèlerinage au Mont Kailash en 2014 alors que c’était l’année la plus faste dans le cycle duodénaire et que Chinois et étrangers pouvaient, eux, s’y rendre.

De surcroît, alors qu’auparavant, il était demandé aux seuls membres tibétains du Parti — comme à tout membre du Parti —, d’être athée, depuis 2015, fonctionnaires, étudiants et professeurs sont fortement encouragés à cesser toute pratique religieuse.

On assiste, en outre, à une sinisation de la religion.

### ***Sinisation de la religion***

Xi a montré l’importance qu’il accordait à la religion en étant le premier Secrétaire du Parti depuis 2001 à participer à la Conférence nationale sur le travail religieux de 2016<sup>15</sup>. C’est lors de cette conférence que l’impératif de sinisation a été formellement introduit. Il a alors appelé le Parti communiste chinois à « guider l’adaptation des religions à la société socialiste » et a expliqué clairement sa conception des devoirs des groupes religieux, affirmant qu’« ils doivent adhérer à la direction du PCC et soutenir le système socialiste et le socialisme aux caractéristiques chinoises ». Les groupes religieux, a-t-il poursuivi, doivent « approfondir les doctrines et les canons qui sont dans la ligne de l’harmonie sociale et du progrès, favorables à l’édification d’une société saine et civilisée, et ils doivent interpréter les doctrines religieuses d’une manière qui soit propice au progrès de la Chine moderne et en accord avec notre excellente culture traditionnelle »<sup>16</sup>. Il a insisté sur la nécessité de « fusionner les doctrines religieuses avec la culture chinoise, de se

<sup>15</sup> Kuei-min Chang, « La nouvelle politique de sinisation et de régulation de la religion en Chine », Perspectives chinoises [En ligne], 2018/1-2 | URL :

<http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/8058>, p. 41.

<sup>16</sup> [http://www.china.org.cn/china/2016-04/24/content\\_38312410.htm](http://www.china.org.cn/china/2016-04/24/content_38312410.htm)

prémunir contre les infiltrations par des moyens religieux en provenance de l'étranger et d'empêcher les violations idéologiques par des extrémistes ». Il a ajouté qu'il fallait utiliser Internet pour répandre les politiques religieuses du Parti<sup>17</sup>, un discours qui a été suivi en 2017, de nouvelles règles accroissant les droits de l'État à interférer dans les religions et qui annonçaient les nouvelles mesures citées ci-dessus.

Cette politique religieuse a pour but non seulement d'augmenter l'emprise de l'idéologie du Parti dans la sphère religieuse, mais aussi de supprimer tout élément qui pourrait remettre en question la domination du Parti. C'est ainsi qu'il a été ordonné de siniser les sutras, tout comme la Bible ou le Coran, ou de mettre le drapeau chinois sur tous les bâtiments religieux.

Pour réussir dans cette entreprise de sinisation du bouddhisme tibétain, il est demandé aux religieux d'un certain niveau de devenir des propagandistes du Parti. Ils devront donc développer, en dehors de leurs connaissances en études bouddhiques, « une fiabilité politique », « une intégrité morale capable d'impressionner le public » et la volonté de « jouer un rôle actif aux moments critiques »<sup>18</sup>. L'Académie bouddhique fondée à Nyéthang, à une vingtaine de kilomètres au sud-ouest de Lhassa, participe activement à la nouvelle éducation des religieux<sup>19</sup>.

Un autre groupe est actif (consciemment ou non) dans la sinisation du bouddhisme tibétain : le grand nombre de donateurs chinois. Ainsi, en 2018, pour la première fois, j'ai vu des représentations de divinités chinoises (Guanyin, Guan Di et Skanda) dans un temple tibétain, érigé le long du chemin de pèlerinage autour de la montagne Amnye Machen en Amdo, parce que les donateurs étaient chinois.

### Réincarnation du Dalai-lama

Un autre sujet très sensible et spécifique au bouddhisme tibétain est la réincarnation du Dalai-lama. Ce dernier a eu 84 ans en 2019 et son éventuelle disparition obsède les autorités chinoises depuis déjà plusieurs années. En 2007, les autorités communistes qui par ailleurs mettent régulièrement leur athéisme en avant, ont adopté une règle selon

<sup>17</sup> [http://www.china.org.cn/china/2016-04/24/content\\_38312410.htm](http://www.china.org.cn/china/2016-04/24/content_38312410.htm)

<sup>18</sup> <http://www.tibetanreview.net/tibets-religious-scholars-co-opted-as-party-state-propagandists-in-sinicization-of-religion-move/>

<sup>19</sup> [https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2014/02/10/tibet\\_2008-2009.pdf](https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2014/02/10/tibet_2008-2009.pdf) (p. 32)



laquelle toute nouvelle réincarnation doit avoir leur aval si elle ne veut pas être qualifiée d'illégal. Leurs intentions sont transparentes et le but visé facile à comprendre : puisque traditionnellement le panchen-lama a un rôle important à jouer dans la découverte du Dalaï-lama (et réciproquement) et que le Panchen-lama accrédité par la Chine est acquis à la cause de la RPC, un futur Dalaï-lama « chinois » servirait les exigences des autorités chinoises et non les intérêts des Tibétains. En 2016, ces mêmes autorités ont publié une liste des réincarnations qu'elles reconnaissent. Parmi les 870 réincarnations citées, il y avait un absent de marque : l'actuel Dalaï-lama. Ce qui ne devrait être qu'une question purement religieuse, la réincarnation du Dalaï-lama, est devenue un problème hautement politique.

La bataille entre Dharamsala et Pékin à ce sujet est maintenant engagée. Il y a de fortes chances d'assister, après le décès du XIV<sup>e</sup> Dalaï-lama, à une situation similaire à celle que nous connaissons pour le Panchen-lama : il y aurait alors deux Dalaï-lamas, l'un reconnu par les Tibétains à l'extérieur du Tibet et un autre en République populaire de Chine qualifié de « Dalaï-lama chinois ». Les autorités chinoises espèrent certainement que s'ils imposent un Dalaï-lama de leur choix, ils arriveront à le faire accepter par les puissances étrangères. Ils travaillent déjà en ce sens, liant les relations des pays avec la Chine à leur non-intervention dans le processus de réincarnation et l'acceptation du candidat de Pékin. Les États-Unis ont déjà répondu en proposant en septembre 2019 un nouveau projet de loi visant à imposer des sanctions à tout officiel chinois qui interférerait dans la sélection du prochain Dalaï-lama.

### **Larung gar et Yarchen gar**

La peur qu'ont les autorités chinoises de l'influence du bouddhisme tibétain qu'elles perçoivent comme une menace contre celle du Parti, et de ceux qui l'enseignent et ont de nombreux disciples, s'est traduite dans les destructions qu'ont connu les deux grands camps monastiques de Larung gar et Yarchen gar. Situés tous deux dans le Kham (actuelle province chinoise du Sichuan), ils abritaient pour le premier plusieurs dizaines de milliers de religieux et laïcs tibétains et chinois et pour le second, environ 10 000 personnes essentiellement des nonnes tibétaines, mais aussi des moines et plusieurs centaines de

nonnes chinoises. De nombreux Chinois sont attirés par le bouddhisme tibétain de l'école nyingma, riche en rituels « magiques ». Sodargye et Khempo Tsultrim Lodrö, les deux maîtres principaux de Larung gar, ont des millions de disciples au Tibet, en Chine et en Occident où ils ont beaucoup voyagé. Ils sont très actifs dans un mouvement qui prône une éthique fondée sur un nouvel ensemble de dix vertus<sup>20</sup> ainsi que sur le végétarisme<sup>21</sup>. La crainte que les autorités chinoises aient de l'influence sur ces maîtres charismatiques s'est à nouveau manifestée récemment : on a appris que tous les « Centres bouddhiques de sagesse et compassion » fondés par Khempo Sodargye viennent d'être fermés sous pression chinoise<sup>22</sup>.

Les destructions ont commencé en 2016 à Larung gar et en 2017 à Yarchen. De nombreux résidents ont été expulsés, leurs cellules détruites. D'après un document officiel obtenu par Human Right Watch en août 2017<sup>23</sup>, plus de 200 membres du Parti ont pris contrôle de l'administration et même du choix des textes. Le camp monastique devrait être divisé en deux sections séparées par un mur : d'un côté, il y aurait un institut avec 1500 résidents et de l'autre un monastère avec 3500 personnes, essentiellement des nonnes. Dorénavant, 40% des enseignements doivent consister en politique et autres sujets non religieux et les futurs résidents, non seulement doivent habiter dans le Sichuan, mais aussi « doivent avoir une position politique ferme, acceptant la Grande Patrie, le peuple chinois, la culture chinoise, le Parti communiste chinois et le socialisme aux caractéristiques chinoises. »

Par ailleurs, selon un rapport de International Campaign for Tibet publié en 2017, il y aurait un projet touristique pour Larung gar ainsi que Yarchen. L'idée étant bien sûr

<sup>20</sup> Ne pas tuer et vendre de la viande 2) ne pas voler 3) ne pas se battre avec des armes 4) ne pas se prostituer 5) ne pas vendre d'armes à feu et d'opium 6) ne pas fumer d'opium ou de cigarettes 7) ne pas boire d'alcool 8) ne pas jouer 9) ne pas chasser et 10) ne pas porter la peau et la fourrure des animaux.

<sup>21</sup> Sur le sujet, voir entre autres Buffetrille, K. 2009 « A controversy on vegetarianism » [http://himalaya.socanth.cam.ac.uk/collections/journals/ret/pdf/ret\\_31\\_09.pdf](http://himalaya.socanth.cam.ac.uk/collections/journals/ret/pdf/ret_31_09.pdf)

Gaerrang (Kabzung) 2011. "The Alternative to Development on the Tibetan Plateau: Preliminary Research on the Anti-Slaughter Movement." *Revue d'Etudes Tibétaines* 21: 31-43.

Gaerrang (Kabzung) 2012. *Alternative Development on the Tibetan Plateau: The Case of the Slaughter renunciation movement*. Unpublished Ph.D.

Gayley, H. 2011. "The Ethics of Cultural Survival: A Buddhist Vision of Progress in Mkhan po 'jigs phun's Heart Advice to Tibetans for the 21st Century." In Gray Tuttle (ed.) *Mapping the Modern in Tibet*. International Institute for Tibetan and Buddhist Studies, 435-502.

Gayley, H. 2013 "Reimagining Buddhist Ethics on the Tibetan Plateau." *Journal of Buddhist Ethics* 20: 247-284.

<sup>22</sup> <https://savetibet.org/larung-gar-abbots-international-centers-closed-under-suspected-pressure-from-china/>

<sup>23</sup> <https://www.hrw.org/news/2018/01/24/china-new-controls-tibetan-monastery>

d'utiliser le tourisme de masse comme outil de destruction de la pratique bouddhique. Ce tourisme de masse est l'un des facteurs favorisant la folklorisation du bouddhisme tibétain. Les symboles bouddhiques deviennent les « caractéristiques tibétaines » de ces villes tibétaines à l'architecture chinoise. Dans de nombreux endroits du plateau tibétain, on peut voir des stupas utilisés comme ronds-points ou des lampadaires constitués de soi-disant moulins à prières quand ce ne sont pas des caméras en forme de moulins à prières portant le mantra à Avalokiteshvara, le bodhisattva protecteur du Tibet.

2018 et 2019 ont vu de nombreuses nouvelles restrictions. Il faut cependant garder à l'esprit que les politiques appliquées au Tibet (RAT, Khams et Amdo) varient selon le lieu et l'époque. La RAT connaît les restrictions les plus sévères, mais les dates anniversaires ainsi que les festivals entraînent de grands déploiements de forces de sécurité sur l'ensemble du plateau. Parmi les nouvelles lois, interdiction est faite à tout religieux éduqué en Inde d'enseigner, tout comme aux monastères qui recevaient souvent de jeunes Tibétains durant leurs vacances scolaires pour leur apprendre le tibétain. Dans la RAT, les fonctionnaires retraités se sont vus non seulement bannis des cérémonies religieuses, mais aussi interdits de *kora*, c'est-à-dire de tourner autour d'un monument ou un lieu religieux, pratique religieuse essentielle<sup>24</sup>. Quant aux étudiants de Lhassa, ils se sont vus empêchés de participer à une quelconque activité religieuse durant leurs vacances<sup>25</sup>. Il a même été exigé de mettre la photo de Xi Jinping ou de Mao Zedong sur l'autel, un refus entraînant l'arrêt des subventions données à la maison<sup>26</sup>.

Comment les Tibétains répondent-ils à ces politiques religieuses de plus en plus strictes ?

## RÉACTIONS DES TIBÉTAINS

---

Jusqu'en 2008, nombreux étaient les Tibétains qui quittaient le Tibet pour gagner l'Inde afin de recevoir une éducation monastique ou laïque sous les auspices du Dalai-lama. Mais cela n'est plus possible depuis quelques années, les postes de contrôle se succédant les uns aux autres sur l'ensemble du plateau et la surveillance à la frontière ayant été

<sup>24</sup> <https://www.hrw.org/news/2019/09/11/china-ban-tibet-religious-activity-toughened>

<sup>25</sup> <https://www.rfa.org/english/news/tibet/students-religion-01072020175413.html>

<sup>26</sup> <https://observers.france24.com/en/20190626-china-tibet-portraits-xi-jinping-dalai-lama>

renforcée, entre autres, avec des drones. À ces difficultés, il faut ajouter la coopération étroite, confirmée par un récent accord<sup>27</sup>, entre les autorités chinoises et népalaises qui conduit ces dernières à renvoyer les réfugiés en Chine où un sort peu enviable les attend<sup>28</sup>. Alors qu'environ 2500 à 3000 Tibétains arrivaient en Inde avant 2008, leur nombre est tombé à 80 en 2017<sup>29</sup> et à 20 en 2018<sup>30</sup>.

Un certain nombre de religieux coopèrent avec les autorités chinoises, mais ne sont généralement pas respectés par les Tibétains. Souvent qualifiés de Gya-lamas (ou lamas chinois), ils ont une majorité de disciples chinois. Gyaltzen Norbu, le Panchen-lama, choisi et éduqué par le Parti, est qualifié de Panchen-chinois. Il faut savoir que la question de la transmission est fondamentale dans le bouddhisme tibétain, une transmission qui ne peut être donnée que par des maîtres habilités à le faire, selon des règles très strictes, ce qui exclut pour les Tibétains, de nombreux lamas reconnus par l'État chinois. D'autres religieux cherchent simplement à éviter l'affrontement direct tout en étant très actifs : c'est le cas des abbés de Larung gar et Yachen, mais les événements montrent les limites de cette stratégie. D'autres enfin mènent une vie religieuse effacée, essayant de ne pas attirer l'attention des autorités.

La plupart des Tibétains s'adaptent à ces diverses politiques, affichant, par exemple, la photo du Dalai-lama lorsque c'est possible, la rangeant dans les moments de danger.

## Actes de résistance

Mais on peut observer aussi divers actes de résistance. Depuis 2008, les protestations pacifiques en liaison avec les politiques religieuses ont pris des formes variées, mettant en avant des formes de protestations individuelles et non plus seulement collectives : on a pu voir des manifestations d'un seul individu, d'un petit ou d'un grand groupe de personnes ; des sit-in de moines. Un appel a été lancé en 2009, dans le Kham et l'Amdo, de

<sup>27</sup> <https://myrepublica.nagariknetwork.com/amp/nepal-china-to-hand-over-nationals-illegally-crossing-mutual-border/news.html.twig>

<sup>28</sup> <https://www.rfa.org/english/news/tibet/nepal-deport-09092019064318.html>  
<https://bitterwinter.org/chinas-secret-agreement-with-nepal/>

<sup>29</sup> <https://timesofindia.indiatimes.com/india/97-drop-in-tibetan-refugees-arrival-to-india-from-tibet/articleshow/67566650.cms>

<sup>30</sup> <https://www.scmp.com/week-asia/economics/article/3021582/what-happened-indias-disappearing-chinese-migrants>

ne pas fêter le Nouvel An tibétain, en dépit des pressions et des menaces des autorités, mais aussi de l'argent qu'elles offraient.

Un mouvement a pris naissance dans le Khams après 2008 et s'est propagé jusqu'en exil : appelé Lhakar ou « Mercredi blanc », jour supposé de la naissance du Dalaï-lama, il consiste en des initiatives individuelles : parler tibétain, manger tibétain, s'habiller en tibétain, aller au temple, etc.

Mais la réponse la plus dramatique à ces diverses politiques (religieuses, mais aussi culturelles) a été les immolations.

### **Les immolations**

On peut voir les immolations comme la continuation des événements de 2008. La première immolation en 2009 a été le fait d'un moine du monastère geluk du monastère de Kirti (Amdo) qui protestait contre l'interdiction d'une cérémonie en commémoration des morts de 2008, et la seconde en 2011, aussi par un moine de Kirti, qui répondait à l'interdiction d'une commémoration du 3<sup>e</sup> anniversaire des manifestations. L'année 2012 qui vit la nomination de Xi au poste de Secrétaire général du Parti connut un pic dans le nombre des immolations : 85 (nous en sommes à 154). Les testaments laissés par certains des immolés réclamant le retour du Dalaï-lama, ou la libération du Panchen-lama reconnu par le Dalaï-lama, tout comme les nombreuses immolations devant un monastère soulignent bien l'aspect religieux de ces sacrifices. Pour les immolés, qui disent offrir leur corps comme on offre une lampe d'offrande, leur acte est un acte constructif fait pour le bien du Tibet et de ses habitants. Pour les autorités chinoises, ces actes sont ceux de joueurs, de voleurs, de coureurs de jupons, d'individus souffrant d'échecs dans la vie ou de handicaps physiques, voire de sociopathes<sup>31</sup>.

Le nombre des immolations a considérablement diminué, non pas parce que la situation s'est améliorée, mais parce que, depuis le début 2013, tous les parents et amis d'un immolé sont considérés comme complices et encourent à leur tour de lourdes condamnations.

<sup>31</sup> [http://www.tchrd.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=298:the-inextinguishable-tibetan-fire-in-chinas-darkness&catid=70:2012-news&Itemid=162](http://www.tchrd.org/index.php?option=com_content&view=article&id=298:the-inextinguishable-tibetan-fire-in-chinas-darkness&catid=70:2012-news&Itemid=162) [consulté le 6 novembre 2013]

## CONCLUSION

---

Les problèmes que connaît la Chine actuellement, la répression ouïghoure et les mouvements à Hong Kong entre autres, ont fait pratiquement disparaître des médias la question tibétaine. À cela, il faut ajouter un engouement pour le Tibet qui a considérablement diminué et une pression considérable de la Chine pour empêcher tout dirigeant politique de recevoir le Dalaï-lama. Pourtant, la répression, bien qu'insidieuse, se poursuit de plus belle, et est dirigée non seulement sur la religion, mais aussi sur la culture. ■

**ASIA FOCUS #133**

**ENTRE ADAPTATION ET RÉSISTANCE : LES TIBÉTAINS FACE AUX POLITIQUES RELIGIEUSES CHINOISES DEPUIS 2008**

PAR KATIA BUFFETRILLE / Anthropologue et tibétologue (EPHE/CRCAO)

FÉVRIER 2020

**ASIA FOCUS**

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRI, professeur à l'Institut catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org) — [emmanuel.lincot@gmail.com](mailto:emmanuel.lincot@gmail.com)

**PROGRAMME ASIE**

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

[courmont@iris-france.org](mailto:courmont@iris-france.org)

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

@InstitutIRIS

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)